



Note Politique

Août 2026



COMPRENDRE L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, GENRE, ET LA NUTRITION ET LES LACUNES EN MATIÈRE DE CAPACITÉS : ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU SÉNÉGAL

Auteur(e)s : Maramé CISSE, Elyse Iruhiriyé, Aissata Hathie, Mbissane NGOM,
Laure Tall et Elizabeth Basauri BRYAN

Contexte



Les changements climatiques, les inégalités de genre, l'insécurité alimentaire et la malnutrition forment un ensemble de défis interdépendants qui pèsent lourdement sur les pays à revenu faible et intermédiaire. Bien que constituant des priorités politiques majeures, ces défis se heurtent à des contraintes financières et des capacités significatives.



Les recherches sur les interactions entre le changement climatique, la malnutrition et le genre se développent, mais d'importantes lacunes subsistent dans la compréhension des relations complexes entre ces trois domaines. Les recherches actuelles montrent que les femmes figurent parmi les populations les plus vulnérables aux changements climatiques (IPAR 2024), en raison des inégalités de genre persistantes qui restreignent leur accès aux ressources, aux services, aux actifs productifs et au pouvoir d'agir (Bryan et al. 2024). Ces inégalités limitent leur capacité d'adaptation et renforcent leur vulnérabilité face aux aléas climatiques. D'ici 2050, le changement climatique alourdira de 10 % le fardeau des maladies liées à la faim chronique et cachée, mesuré en total d'années de vies corrigées de l'incapacité (AVCI) (Sulser et al., 2021).

Les changements climatiques peuvent affecter la nutrition non seulement par son impact sur la disponibilité des aliments, mais aussi par ses effets sur leur qualité. En effet, des études de modélisation prévoient que l'augmentation des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère réduira la teneur en protéines, en fer et en zinc des cultures vivrières de base. Cela pourrait accroître le risque de carences en nutriments parmi les populations vulnérables, en particulier les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans, dans les régions à haut risque que sont l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'Afrique et le Moyen-Orient (Smith et Myers, 2018).

Les changements climatiques affectent négativement la nutrition humaine par ses répercussions sur les systèmes agroalimentaires et hydriques (Bliznashka and Iruhiriye, 2025). La hausse des températures, l'irrégularité des précipitations, les sécheresses et les phénomènes météorologiques extrêmes réduisent les rendements agricoles, la productivité de l'élevage et les ressources halieutiques ; ils favorisent la propagation des ravageurs et des maladies, et perturbent le stockage, la distribution ainsi que d'autres activités de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (Fanzo et al., 2018 ; Ringler et al., 2023). Ces impacts diminuent la disponibilité et l'accessibilité des aliments, font grimper les prix et rendent les régimes alimentaires sains moins abordables, en particulier pour les populations vulnérables et socialement exclues, notamment les femmes. Collectivement, ces perturbations favorisent une alimentation inadéquate et accroissent le risque de malnutrition sous toutes ses formes y compris la sous-nutrition, le surpoids et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, telles que l'hypertension, le diabète et les maladies cardiovasculaires (Fanzo and Downs, 2021).

Progresser vers les objectifs de développement – comme l'adaptation au changement climatique et son atténuation, l'autonomisation des femmes et une alimentation et une nutrition saines et durables – nécessite des approches politiques cohérentes entre les secteurs concernés, qui prennent en compte les synergies, les compromis et les solutions offrant les meilleurs avantages pour les différents objectifs. Face à ces enjeux, l'Initiative d'intégration du Genre, du Changement Climatique et de la Nutrition (GCAN) a mené une évaluation des besoins en renforcement des capacités afin de cerner les atouts, les défis et les possibilités des institutions chargées de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et programmes relatifs au changement climatique, au genre et à la nutrition. Les capacités sont définies comme allant au-delà de la simple formation et englobent les connaissances, les compétences, la motivation et les relations à trois niveaux : individuel (capital humain et compétences spécifiques), organisationnel (politiques, dispositifs et processus internes) et systémique (capacité collective d'un réseau d'entités à mobiliser des solutions nouvelles pour un usage social et économique) (USAID, 2021). L'approche intégrée répond directement au constat d'une trop faible prise en compte des objectifs de genre et de nutrition dans les politiques et plans climatiques, ainsi qu'à leur insuffisante budgétisation (Acosta et al. 2019; Ampaire et al. 2020; Huyer et al. 2020; Mersha and van Laerhoven 2019).

Cette note présente les principaux résultats de l'évaluation des besoins en capacités, y compris les principales lacunes institutionnelles, en matière d'intégration du genre, de la nutrition et du changement climatique dans les politiques, stratégies et programmes au Sénégal. S'appuyant sur les résultats de cette évaluation, elle présente également des recommandations élaborées de manière collaborative avec les parties prenantes afin de renforcer l'intégration du genre, de la nutrition et du changement climatique dans les stratégies et programmes au Sénégal.



Méthodologie

Bien que cette note de synthèse mette l'accent sur les résultats relatifs au Sénégal, l'étude a été menée dans plusieurs pays. L'évaluation a adopté une approche mixte combinant une enquête quantitative réalisée en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria et au Sénégal, ainsi que des entretiens avec des informateurs clés. Les résultats de l'enquête présentés reflètent les réponses recueillies dans l'ensemble des quatre pays, tandis que les résultats qualitatifs portent spécifiquement sur le contexte sénégalais.

Enquête quantitative

- Une enquête quantitative réalisée par voie électronique auprès de 136 experts d'institutions travaillant sur les politiques et stratégies liées au changement climatique, à la nutrition, et au genre.
- L'étude portait sur les capacités à concevoir, mettre en œuvre et suivre des politiques et actions qui intègrent le genre, nutrition et le changement climatique. L'accès et l'utilisation des données, la culture organisationnelle et la prise en compte du nexus dans les programmes ont aussi été abordées.
- Les parties prenantes enquêtées ont été identifiées à partir des résultats d'un analyse Net-Mapp et en collaboration avec les partenaires nationaux.

Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés

- Au total, 66 entretiens semi-structurés ont été réalisés auprès d'informateurs clés dans les quatre pays afin d'approfondir la compréhension des contextes nationaux et d'identifier des pistes d'action, d'investissement et de collaboration. Au Sénégal, 12 entretiens ont été menés.
- Les entretiens ont porté sur des thématiques telles que les processus décisionnels dans le domaine du changement climatique, la prise en compte du genre, de la nutrition et du changement climatique dans les politiques publiques, les capacités organisationnelles et systémiques dans ces secteurs, ainsi que les mécanismes de soutien au renforcement des capacités.
- Les entretiens ont été enregistrés et transcrits. Les données issues des entretiens ont été analysées dans Excel au moyen d'une analyse thématique de contenu. Nous avons adopté une approche hybride combinant codage inductif et déductif. Des séances de débriefing régulières ont été organisées entre les membres de l'équipe d'étude afin de garantir la cohérence du codage et de discuter des résultats émergents.
- Un atelier de validation a ensuite été organisé avec les personnes interrogées afin d'examiner les résultats qualitatifs, de valider et d'enrichir les conclusions de l'étude, et de co-élaborer un plan de renforcement des capacités fondé sur les données probantes générées par l'étude.



Résultats clés

Au Sénégal, l'importance du genre, du climat et de la nutrition dans l'élaboration des politiques et des programmes est clairement reconnue, et de nombreuses institutions ont pris des mesures significatives pour intégrer ces thématiques.

Les résultats de l'enquête suggèrent que, bien que le genre, le changement climatique et la nutrition soient de plus en plus pris en compte dans les processus d'élaboration des politiques et des programmes, leur intégration conjointe demeure limitée. Parmi les 136 experts interrogés, 56 % ont déclaré être impliqués dans la conception des politiques et des programmes, et 57 % dans leur mise en œuvre et leur suivi. Les répondants ont généralement estimé qu'au moins deux des trois thématiques étaient prises en compte de manière adéquate dans l'élaboration des politiques ; toutefois, beaucoup moins nombreux sont ceux qui ont signalé une intégration simultanée du genre, du changement climatique et de la nutrition. Par exemple, 73 % des experts en genre ont indiqué que les considérations climatiques étaient suffisamment prises en compte dans les politiques auxquelles ils contribuaient, mais seulement 33 % ont estimé que la nutrition y était intégrée de manière adéquate, et la même proportion (33 %) a déclaré que les dimensions climatique et nutritionnelle étaient intégrées conjointement dans les politiques et programmes liés au genre. De même, parmi les experts du climat, 66 % considéraient que le genre et 61 % que la nutrition étaient suffisamment pris en compte, mais moins de la moitié (47 %) ont indiqué que les trois thématiques étaient intégrées simultanément. Les répondants ont également souligné que l'insuffisance de données probantes et le manque d'indicateurs pertinents demeuraient des contraintes importantes.

Les résultats montrent également que de nombreuses organisations disposent de stratégies liées au genre, au changement climatique ou à la nutrition, bien que les capacités institutionnelles restent inégales. Par exemple, 86 % des experts en nutrition ont indiqué que leur organisation disposait d'une stratégie clairement définie en matière de genre, tandis que 56 % ont déclaré que leur institution possédait une stratégie relative au changement climatique. En outre, seulement 50 % des experts en genre ont indiqué que leur organisation disposait d'une stratégie en matière de nutrition. Les écarts de capacités pourraient en partie expliquer ces différences : 80 % des experts du climat ont estimé que leur institution avait accès à une expertise en genre et 66 % à une expertise en nutrition. À l'inverse, seuls 38 % des experts en genre ont déclaré avoir accès à une expertise en changement climatique ou en nutrition au sein de leur organisation.

Il ressort également des résultats qu'au Sénégal, le changement climatique, le genre et la nutrition sont largement reconnus comme des priorités politiques, mais les mécanismes institutionnels favorisant une action intégrée restent en construction.

Pays côtier sahélien, le Sénégal figure parmi les États les plus exposés aux effets du changement climatique. Cette vulnérabilité structurelle a conduit les autorités à inscrire la lutte climatique au cœur des priorités nationales de développement, avec une ambition multisectorielle affichée. Les politiques climatiques gagnent en profondeur. Le Sénégal a opéré un passage décisif des plans d'action à court terme vers des cadres stratégiques structurants à moyen et long terme. Trois instruments majeurs jalonnent cette trajectoire :

- La Contribution Déterminée au niveau National (CDN)
- Les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)
- La Stratégie de développement sobre en carbone à long terme

Élaborés sous le leadership du ministère de l'Environnement à travers des processus participatifs multisectoriels (agriculture, pêche, santé entre autres), ces documents témoignent d'une reconnaissance institutionnelle croissante de la transversalité des enjeux climatiques. L'implication de multiples ministères dans la coordination constitue l'un des acquis les plus significatifs de cette dynamique. Trois piliers institutionnels constituent les soubassements d'une approche nexus :



- Sur le climat, le Comité National sur les Changements Climatiques (COMNACC) est l'organe emblématique d'ancrage du nexus dans les processus de planification et de suivi des politiques, en favorisant dialogue et co-construction des initiatives ;
- Sur la nutrition, le Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN), rattaché à la Primature, garantit une approche véritablement multisectorielle. Le Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition (PSMN), adossé à des plans d'actions sectoriels ministériels, en est l'expression concrète ;
- Sur le genre, la Stratégie Nationale Genre et Équité (SNEEG) structure l'ensemble du dispositif, avec l'implantation de Cellules genre dans tous les ministères. Le lien genre-climat s'est récemment renforcé par la publication, en mai 2025, d'un guide d'intégration du genre dans le processus de Plan National d'Adaptation — un outil inédit qui marque une avancée qualitative significative.

Ces dynamiques ne se limitent pas aux sphères centrales. Au niveau territorial, les collectivités locales sont accompagnées dans l'élaboration de plans de développement intégrant ces trois dimensions. Des outils de planification locale opérationnalisent concrètement cette intégration. Sur le terrain, des initiatives illustrent une appropriation réelle du nexus : la valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL), riches en micronutriments et adaptés aux conditions climatiques locales, en est une illustration, à la croisée de la résilience climatique, de la sécurité nutritionnelle et du rôle économique des femmes.

Cette architecture institutionnelle nationale et locale se déploie en lien étroit avec les partenaires techniques et financiers, dont l'engagement continu contribue à renforcer la cohérence et la concertation autour du nexus climat, genre et nutrition.

Si la volonté politique est réelle et des mécanismes en place, l'enjeu demeure celui de la mise en œuvre effective : coordination intersectorielle, capacités des acteurs, financement adéquat et utilisation des données constituent les conditions d'une intégration qui dépasse les textes.

Les capacités techniques : des asymétries de capacités entre secteurs

Les résultats de l'enquête ont révélé une tendance caractérisée par une attention plus marquée portée aux thèmes pris isolément, et une intégration multisectorielle plus faible. Les personnes répondant aux entretiens semi-structurés ont aussi souligné un atout majeur : la disponibilité d'experts qualifiés dans les trois domaines qui s'efforcent progressivement d'intégrer au moins deux dimensions dans leurs analyses et interventions.

Le Sénégal bénéficie en effet d'un réseau solide de spécialistes et de chercheurs en changement climatique, notamment au sein d'institutions telles que l'ANACIM, l'ISRA et les comités nationaux sur le climat. Ces experts contribuent à l'élaboration de cadres et de programmes d'adaptation, ainsi qu'à la production de manuels de procédures servant de références. Ils sont également actifs sur la scène internationale, participant aux Conférences des Parties (COP) et intervenant comme négociateurs pour représenter le pays. Comme l'a fait remarquer une personne interrogée :





« En termes de parcours et d'expertise, le Sénégal est très avancé... Il dispose d'experts capables de représenter le pays avec dignité dans les négociations, ce qui est fondamental. » ESS4, R1, expert en genre.



Cependant, si le Sénégal dispose d'experts en climatologie, peu de spécialistes se concentrent sur les liens entre le changement climatique, le genre, l'agriculture, et la nutrition. Les besoins en capacité au niveau du système, selon les répondants, consistent principalement à mieux comprendre les liens entre les dimensions du nexus. Des compétences pour traduire les politiques en pratiques opérationnelles, les informations techniques en mesures concrètes ont été des demandes fortes selon les répondants. Comme l'a résumé un acteur :



« Le défi n'est pas de former dans un domaine ou dans l'autre, mais de savoir comment combiner les trois et les rendre opérationnels. » ESS4, R1, expert genre.



Au niveau organisationnel : La plupart des institutions ont déclaré disposer de spécialistes dans au moins un domaine. Des organisations telles que l'IPAR ou IED Afrique ont la capacité d'animer des formations à l'intersection du genre et du changement climatique. Néanmoins, très peu sont capables d'intégrer les trois. La nutrition a été maintes fois mentionnée comme un point faible au sein des organisations, même parmi celles qui travaillent sur des approches axées sur les systèmes alimentaires.

Un décalage marqué entre planification et financement

Les parties prenantes ont précisé que le principal obstacle à l'opérationnalisation des politiques en changements climatiques, genre et nutrition réside dans le manque de financements. Les répondants ont noté que les politiques et programmes nationaux intègrent de manière croissante des lignes budgétaires dédiées spécifiquement aux trois thématiques, même si les acteurs du genre sont moins susceptibles d'indiquer que les budgets relevant de leur domaine comportent des lignes consacrées à la nutrition ou au changement climatique.

Si des progrès ont été observés dans l'intégration du genre et du climat dans la planification budgétaire national, notamment à travers des circulaires de la Primature incitant à inclure ces dimensions dans les budgets sectoriels, les ressources restent insuffisantes et ponctuelles. Les financements à court terme prédominent, alors que les investissements à long terme pour soutenir des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la production alimentaire et les transitions écologiques font défaut. Cette situation crée une contradiction entre les ambitions de planification à long terme et la disponibilité limitée de ressources longues. L'accès au financement climatique demeure également une contrainte soulevée. Les acteurs soulignent que, malgré l'existence de fonds internationaux, les modalités d'accès sont souvent non comprises. Certains bailleurs ne respectent pas pleinement leurs engagements et les acteurs nationaux manquent de capacités pour préparer des projets finançables. Comme l'a souligné une personne ressource interrogée, il est essentiel de :



« savoir ce qui existe et comment y accéder ». ESS8, R1, spécialiste des questions de changements climatiques.



La mobilisation du secteur privé pourrait apparaître comme une solution pour renforcer les ressources financières disponibles selon les répondants. L'implication du secteur privé facilite l'accès à des financements de longue durée et à faible coût avec notamment la mobilisation des fonds verts. Cette approche de diversifier des sources de financement peut être une option pour réduire la dépendance aux seules ressources publiques ou aux financements internationaux à court terme.

Données et recherche sur le nexus : un déficit de données intégrées et d'outils communs comme contrainte majeure

Une bonne implémentation des politiques repose également sur la disponibilité d'indicateurs pertinents, l'utilisation d'informations ou de données pour la mise en œuvre et le suivi. Globalement, la disponibilité de données sur les interactions complexes entre les dimensions climat, nutrition et genre reste limitée. Néanmoins, des exemples de données désagrégées et croisées, offrant une lecture transversale des interactions entre les trois dimensions ont été fournis. Des interviewés ont précisé que les données collectées dans le secteur de la nutrition sont systématiquement désagrégées par sexe et âge. Le même exercice est fait par des initiatives pour croiser les données nutritionnelles avec les informations climatiques. Des initiatives ciblées, telles que le développement de variétés bio fortifiées et adaptées aux stress climatiques, illustrent une dynamique de recherche orientée vers une approche nexus.

Les parties prenantes ont indiqué que leurs institutions s'appuient sur une diversité de sources pour éclairer leurs politiques et leurs programmes, bien que le recours à ces sources soit inégal. Les ateliers et les conférences sont utilisés par 80 % des répondants, ce qui en fait la source la plus répandue. Les notes de synthèse, les documents internes et la collecte de données propre aux institutions sont utilisés par environ 38% des répondants. Les articles évalués par des pairs sont moins fréquemment consultés (29%). Les mécanismes d'apprentissage sont dominés par des formats peu structurants. Malgré leur importance stratégique pour les politiques publiques, l'intégration des données autour du nexus changement climatique, nutrition et genre demeure limitée. Il a été également indiqué que les informations disponibles restent majoritairement sectorielles et dispersées.

Des défis persistants dans l'intégration du nexus

L'analyse montre des efforts politiques dans la prise en compte du nexus climat-genre-nutrition. Cependant, des défis subsistent. Certains acteurs doutent de la profondeur de cet engagement, même si les politiques, y compris les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les contributions déterminées au niveau national (CDN), ont commencé à intégrer les objectifs de genre et de nutrition, les progrès vers ces objectifs ne sont pas suivis de manière adéquate et les résultats ne sont pas documentés.

L'approche est plus multisectorielle qu'intersectorielle. L'exemple donné pour illustrer ce fait est l'élaboration du Plan d'Adaptation pour le Secteur Agricole. Les personnes interviewées pour les entretiens semi-structurés soulignent qu'il devrait être co-piloté par les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, mais est resté dominé par ce dernier, ce qui réduit l'implication effective du premier.

La coordination institutionnelle, même structurée, doit encore évoluer vers une véritable approche systémique et transdisciplinaire. Par exemple, les cellules des ministères n'ont pas systématisé son intégration dans les politiques et initiatives de développement en raison de méconnaissance d'outils de suivi, d'indicateurs appropriés ainsi qu'une meilleure compréhension des approches de genre nécessaire à son articulation aux autres dimensions.

L'autre défi constitue l'implication de toutes les parties prenantes concernées surtout les organisations communautaires depuis la conception des politiques jusqu'à la phase d'évaluation. Les informations sur le changement climatique et à ses interactions avec le genre et la nutrition sont à produire, valoriser et diffuser afin d'éclairer l'action publique au-delà des seuls cercles techniques. Des innovations, souvent issues de projets pilotes, montrent un dynamisme local mais restent limitées dans leur portée systémique.



Recommandations majeures

Conception des politiques et programmes

- Mettre en place un cadre institutionnel permanent s'assurant d'intégrer le nexus dans les dispositifs et documents institutionnel tels que les plans nationaux (CND, la stratégie sobre en carbone à long terme, PNA) et politiques sectorielles (la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre, SNEEG, le Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition du Sénégal (PSMN, PNA sectoriels) ;
- Créer des groupes de travail interinstitutionnels, interdisciplinaires et de comités de suivi conjoints pour améliorer le dialogue et la cohérence des politiques sur le nexus ainsi que la collaboration intersectorielle, le COMNAC pourrait servir de cadre ;
- Promouvoir une approche de systèmes alimentaires résilients qui intègre pleinement les dimensions souvent sous-représentées, telles que la nutrition et le genre est une des solutions préconisées.

Mise en œuvre

- Mobiliser les ressources longues telles que les fonds climats, en renforçant le rôle du secteur privé, tout en intégrant le nexus dans les financements publics pluriannuels ;
- S'assurer qu'une partie significative des ressources atteint les bénéficiaires finaux, notamment les communautés en les impliquant dans la conception et la mise en œuvre des politiques et que les ressources soient effectivement utilisées pour le nexus. Il a été proposé que la LBA (Banque agricole) et le CSE (centre de suivi écologique) vulgarisent davantage et facilitent l'accès aux financements verts
- Renforcer la cohérence de la mise en œuvre en améliorant la synergie entre les plans sectoriels existants.

Suivi et Evaluation

- Identification et définir des indicateurs pertinents qui contribuent à la compréhension du lien entre le genre, le changement climatique et la nutrition.
- Structurer un système commun de suivi-évaluation avec des outils adaptés aux trois dimensions pour accroître la redevabilité des politiques publiques. Le système de suivi-évaluation et d'apprentissage (SSEA) du ministère de l'environnement peut servir de cadre commun.
- Produire des données et utiliser les données existantes pour une quantification mais également une analyse qualitative, contextuelles des inégalités de genre et de la vulnérabilité climatique et nutritionnelles dans les interventions.

Suggestions pour le renforcement des capacités

- Développer des formations adaptées aux différentes parties prenantes permettant la compréhension du nexus (éducation environnemental, déconstruction des préjugés sur le genre) et la conception et mise en œuvre de politiques et programmes sur le nexus en ciblant en priorité les acteurs de première ligne sur le plan opérationnel ;
- Former pour être en mesure de traduire les documents scientifiques et politiques en pratiques et traduire les informations techniques en mesures concrètes ;
- Élargir l'expertise institutionnelle et organisationnelle au-delà d'un seul domaine ou secteur, en formant et en outillant les spécialistes pour qu'ils maîtrisent les trois dimensions du nexus, la constitution d'équipes transdisciplinaires réunissant des experts des trois domaines à promouvoir ;
- Parallèlement, il convient d'examiner comment les connaissances et les pratiques locales telles que l'utilisation de cultures indigènes, riches en micronutriments et respectueuses de l'environnement peuvent contribuer aux programmes du nexus.



Références

- Acosta, M., Bommel, S. V., Wessel, M. V., Ampaire, E. L., Jassogne, L. T., & Feindt, P. (2019). Discursive translations of gender mainstreaming norms: The case of agricultural and climate change policies in Uganda (Presentation). " Women's Studies International Forum 74 (January): 9–19. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2019.02.010>
- Ampaire, E. L., Acosta, M., Huyer, S., Kigonya, R., Muchunguzi, P., Muna, R., & Jassogne, L. (2020). Gender in climate change, agriculture, and natural resource policies: insights from East Africa. *Climatic change*, 158(1), 43-60.
- Bliznashka, L., & Iruhiriye, E. (2025). The connection between climate change and malnutrition.
- Bryan, E., Alvi, M., Huyer, S., & Ringler, C. (2024). Addressing gender inequalities and strengthening women's agency to create more climate-resilient and sustainable food systems. *Global Food Security*, 40, 100731.
- Fanzo, J., Davis, C., McLaren, R., & Choufani, J. (2018). The effect of climate change across food systems: Implications for nutrition outcomes. *Global food security*, 18, 12-19.
- Fanzo, J. C., & Downs, S. M. (2021). Climate change and nutrition-associated diseases. *Nature Reviews Disease Primers*, 7(1), 90.
- Huyer, S., Acosta, M., Gumucio, T., & Ilham, J. I. J. (2020). Can we turn the tide? Confronting gender inequality in climate policy. *Gender & Development*, 28(3), 571-591.
- IPAR (2024). Rapport d'évaluation de l'autonomisation des femmes et hommes utilisateurs des technologies solaires dans la chaîne horticole avec l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (WEAI) au Sénégal et en Guinée.
- Mersha, A. A., & Van Laerhoven, F. (2016). A gender approach to understanding the differentiated impact of barriers to adaptation: responses to climate change in rural Ethiopia. *Regional Environmental Change*, 16(6), 1701-1713.
- Ringler, C., Agbonlahor, M., & Baye, K. (2023). Water for Food Systems and Nutrition. Science and innovations for Food systems Transformation.
- Smith, M. R., & Myers, S. S. (2018). Impact of anthropogenic CO₂ emissions on global human nutrition. *Nature Climate Change*, 8(9), 834-839.
- Sulser, T., Wiebe, K. D., Dunston, S., Cenacchi, N., Nin-Pratt, A., Mason-D'Croz, D., ... & Rosegrant, M. W. (2021). Climate change and hunger: Estimating costs of adaptation in the agrifood system. International Food Policy Research Institute.
- USAID (2021). Local Capacity Development Policy. Washington, DC: United States Agency for International Development.





Depuis 2016, l'Initiative pour l'intégration des questions de genre, de changement climatique et de nutrition (GCAN) œuvre à l'intégration des considérations liées au genre, à la résilience climatique et à la nutrition dans les politiques, les interventions et la recherche.

Elle vise, en coordination avec toutes les parties prenantes, à garantir que les investissements, les politiques et les actions en matière de changement climatique intègrent pleinement les objectifs d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes, de sécurité alimentaire et nutrition. La GCAN est mise en œuvre par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et bénéficie du soutien de la Fondation Gates. <https://gcan.ifpri.info/>





La thématique Jeunes, Femmes, stratégies entrepreneuriales et de mobilités s'articule, à travers ses différents projets, autour d'une problématique commune : en quoi les cadres institutionnels, dispositifs d'appui, les dynamiques socio-économiques et migratoires façonnent les stratégies entrepreneuriales et l'autonomisation des jeunes et des femmes, et dans quelle mesure les transformations en cours (transition agroécologique, technologiques, reconfiguration des systèmes alimentaires) créent-elles ou pas des espaces d'action ?

A travers cette thématique, la perspective de genre adopté dépasse la simple analyse des enjeux propres aux femmes. Elle devient une grille d'analyse pour comprendre les dynamiques et transformations sociales, économiques, environnementales, numérique et politiques et les rapports de pouvoir entre les femmes, les jeunes, les groupes vulnérable et les hommes.



Bureau Dakar

Immeuble Kër Jacques Faye
Lot 445 Ngor , Dakar-Sénégal

CONTACT

Tél. : +221 33 869 00 79
Mail : ipar@ipar.sn
SITE WEB: <https://ipar.sn>

